

ACTION URGENTE

DEMANDE D'ENQUÊTE APRÈS LA MORT D'UN MIGRANT

Des membres des forces de sécurité ont ouvert le feu sur un groupe de sept migrants en situation irrégulière qui traversaient l'État du Chiapas. L'un de ces migrants a été tué et tous les autres ont été blessés. Deux d'entre eux, placés sous surveillance, sont actuellement soignés dans un hôpital.

Le 18 septembre, sept migrants, tous en situation irrégulière puisqu'ils voyageaient sans les papiers nécessaires, se trouvaient dans un pick-up conduit par deux passeurs près de la ville de Comitán, dans l'État du Chiapas (sud du Mexique). Selon eux, à l'approche d'un poste de contrôle, le conducteur aurait tout d'abord ralenti, avant d'accélérer lorsqu'on lui a ordonné de s'arrêter. Les membres des forces de sécurité se sont lancés à la poursuite du pick-up et ont ouvert le feu, le touchant à plusieurs reprises. Le véhicule est tombé en panne quelques minutes plus tard à la suite des tirs. Un Salvadorien, Víctor Alexander Melgar Lemus, a été mortellement touché et tous les autres migrants ainsi que l'un des passeurs ont été blessés par des balles. Les autorités n'ont pas révélé si les membres des forces de sécurité du poste de contrôle appartenaient à l'armée ou bien à la police, ni qui a ouvert le feu sur le pick-up.

Malgré les blessures reçues lors de l'attaque, trois migrants clandestins ont fui les lieux. Les trois autres, gravement blessés, n'ont pu marcher que sur une courte distance après être sortis du véhicule. Les migrants ont déclaré que des militaires et des policiers étaient arrivés sur place, avaient commencé à les interroger puis leur avaient donné des coups de pieds et les avaient battus à l'aide de la crosse de leurs armes. L'un des hommes a indiqué avoir été frappé directement sur une blessure par balle.

Deux migrants sont actuellement soignés dans un hôpital, sous la surveillance de responsables de l'Institut national des migrations (INM) ; le troisième a été placé en détention et est en passe d'être renvoyé dans son pays d'origine. La Commission nationale des droits humains (CNDH) a lancé une enquête sur ces événements, mais il n'est pas certain que le bureau du procureur général fédéral ou de celui de l'État ait ouvert une information judiciaire sur la mort de Víctor Alexander Melgar Lemus, le recours à la force meurtrière et les mauvais traitements auxquels ont ensuite été soumis les migrants. Il est à craindre que les forces de sécurité responsables ne menacent ou tentent d'intimider ces derniers dans le but de les dissuader de porter plainte.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à ouvrir une enquête sur l'apparent recours excessif à la force et les mauvais traitements dont ont été victimes les migrants clandestins, à la suite desquels Víctor Alexander Melgar Lemus est mort et six autres migrants ont été blessés ;
- demandez que la sécurité de tous les migrants témoins des faits soit garantie et que des visas temporaires leur soient délivrés afin de leur permettre de contribuer à l'enquête sur ces événements et les accusations de violences sans craindre de faire l'objet de représailles ou d'être renvoyés dans leur pays.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 NOVEMBRE 2009 À :

Procureur général de la République :

Arturo Chávez Chávez
Procurador General de la República
Procuraduría General de la República
Av. Paseo de la Reforma n° 211-213,
Col. Cuauhtémoc, Del. Cuauhtémoc
México D.F., C.P. 06500, Mexique
Fax : +52 55 5346 0908

Courriers électroniques :

ofproc@pgr.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Procurador General, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre de l'Intérieur :

Fernando Francisco Gomez-Mont
Urueta
Secretario de Gobernación
Bucareli 99, 1er. piso
Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc
México D.F., C.P. 06600, Mexique
Fax : +52 55 5093 3414

Courriers électroniques :

secretario@segob.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,*

Gouverneur de l'État du Chiapas :

Lic. Juan José Sabines Guerrero
Gobernador del Estado de Chiapas
Palacio de Gobierno, Col. Centro
29000 Tuxtla Gutiérrez, Chiapas,
Mexique

Fax : +52 961 618 8050, puis
composez l'extension 21122

Courriers électroniques :

juansabines@chiapas.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Veillez également adresser des copies à l'organisation Liaison communication et formation (Enlace Comunicación y Capacitación), enlace@enlacecc.org, ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

DEMANDE D'ENQUÊTE APRÈS LA MORT D'UN MIGRANT

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Chaque année, des centaines de milliers de migrants clandestins en provenance d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud tentent de traverser le Mexique pour atteindre les États-Unis. Nombre d'entre eux sont arrêtés par les services mexicains de l'immigration et renvoyés dans leur pays d'origine. Une équipe d'Amnesty International s'est récemment rendue au Mexique pour enquêter sur les informations faisant état de violations des droits humains de ces migrants. Elle a découvert qu'un grand nombre de personnes avaient été enlevées par des bandes de malfaiteurs, qui collaboraient souvent avec des responsables locaux. Ces bandes et les fonctionnaires corrompus ne sont pratiquement jamais déférés à la justice. Les personnes qui déposent des plaintes contre eux risquent de faire l'objet de représailles et d'être expulsées rapidement. En raison de cette impunité, les atteintes commises contre les migrants, qui sont extrêmement vulnérables, ont augmenté depuis 2003 environ, bien que le gouvernement se soit engagé à garantir le respect des droits des migrants.

Ce n'est pas la première fois cette année que des membres des forces de sécurité tirent sur des migrants transportés par des passeurs, en blessant ou en tuant certains : voir l'AU 11/09, AMR 41/002/2009, 15 janvier 2009, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/002/2009/fr>.

AU 261/09, AMR 41/051/09, 1^{er} octobre 2009

AMNESTY
INTERNATIONAL

